

Le Grand Genève

Composé de 209 communes, réparties entre les cantons suisses de Genève et Vaud, et les départements français de l'Ain et de la Haute-Savoie, le Grand Genève est un des territoires les plus dynamiques d'Europe d'un point de vue économique mais aussi démographique. Avec plus d'un million d'habitants et plus de 550 000 emplois, l'enjeu pour ce bassin de vie transfrontalier est de maintenir à la fois attractivité, qualité de vie, équilibres territoriaux, environnementaux et cohésion sociale. Les habitants vivent au quotidien la réalité transfrontalière, dans leurs déplacements, leur travail, leurs pratiques culturelles, sportives et de loisirs, en partageant un même bassin de vie. Pour développer ce territoire, dans le respect de son environnement, il est essentiel de se coordonner et mettre en œuvre des politiques publiques transfrontalières en matière de mobilité, d'aménagement du

territoire et de transition écologique. C'est la vocation du Groupement local de coopération transfrontalière (GLCT) Grand Genève qui porte des solutions politiques, techniques et financières pour la réalisation d'actions transfrontalières conjointes. 2019 sera une année importante pour le Grand Genève : elle marque la mise en service de nouvelles infrastructures de mobilité*. Avec plus de 3 millions de déplacements quotidiens dont 650 000 passages à la frontière entre la France et Genève, la mobilité durable dans le Grand Genève réclame un effort constant et soutenu. C'est un enjeu fondamental de santé publique, de qualité de vie et de compétitivité économique pour tous les habitants du Grand Genève. [Plus d'infos](#)

* RER transfrontalier Léman Express, tramway transfrontalier Genève-Annemasse, nouveaux parking relais, axes de covoiturage dynamique, aménagements cyclables



Christian Dupessey

Maire d'Annemasse
Président d'Annemasse Agglo
Vice-président de la MOT



Jean Denais

Maire de Thonon-les-Bains
Président du Pôle
métropolitain du Genevois
français

"Le Grand Genève est une réalité transfrontalière quotidienne. Elle est le fruit de l'Histoire et d'une dynamique exceptionnelle, avec des problématiques complexes qui en découlent. C'est pourquoi le Pôle métropolitain du Genevois français est né : 8 intercommunalités françaises, dont Annemasse Agglo, réunies pour être en capacité de porter des projets structurants, répondre avec cohérence à l'essor de notre bassin de vie, trouver les solutions avec nos partenaires suisses, dans le cadre du Grand Genève, mais aussi avec l'Europe, l'État, la Région Auvergne-Rhône-Alpes et les Départements de l'Ain et de Haute-Savoie. Pour relever au mieux les enjeux du transfrontalier, adhérer à la Mission Opérationnelle Transfrontalière et partager nos expériences au sein de ce réseau est primordial. C'est pourquoi nous sommes ravis d'accueillir la conférence annuelle de la MOT les 20 et 21 mars prochains. Au regard des échanges quotidiens entre France et Suisse, nous devons trouver des solutions pour relever les défis en matière de mobilité durable, de qualité de l'air, de développement économique, de logement et de cohésion sociale. Avec nos partenaires suisses, nous avons choisi de travailler main dans la main pour garantir la qualité de vie de ce territoire d'un million d'habitants, que l'on appelle le Grand Genève. 2019 constitue une année charnière pour notre région transfrontalière [...]" La suite en page 2.



La Voie verte transfrontalière du Grand Genève

ÉVÉNEMENTS

Assemblée générale et conférence annuelle de la MOT sur le thème des investissements transfrontaliers, 20 et 21 mars 2019 à Annemasse et Genève

La MOT tient son assemblée générale et sa conférence annuelle les 20 et 21 mars à Annemasse et à Genève, à l'invitation d'Annemasse Agglo, du Pôle métropolitain du Genevois Français, du GLCT du Grand Genève et de la République et Canton de Genève, membres du réseau.

Plateforme des GECT du Comité Européen des Régions, 9 avril 2019 à Bruxelles (Belgique)

"Missing Railway Links: A challenge for cohesion and growth in border regions", 11 avril 2019 à Bruxelles (Belgique)

Conférence internationale à l'occasion des 10 ans du CESCO, 25-26 avril 2019 à Budapest (Hongrie)

Séminaire ESPON "The role of functional areas for territorial cohesion", 19 et 20 juin 2019 à Iași (Roumanie)

"Coopération franco-allemande 2.0", 28 et 29 juin 2019 à Ludwigsburg (Allemagne)

[Tous les événements](#)

Questions à Anna-Karina Kolb, Directrice du service des affaires extérieures et fédérales, République et Canton de Genève



Quels sont les apports du Grand Genève ?

Le Grand-Genève est l'outil actuel de construction de notre bassin de vie naturel transfrontalier. Avec l'intensification des flux dans notre région, il a fallu passer à la vitesse supérieure sur les questions de mobilité et de gestion durable du territoire. Le projet d'agglomération Grand Genève permet de co-construire un programme d'action entre partenaires suisses et français, et de solliciter des financements auprès des autorités nationales et européennes. Il fédère les énergies et les ambitions, et offre un cadre souple à la fois pour les actions concrètes et pour débattre des questions d'avenir.

Comment favoriser la cohésion sociale dans l'espace transfrontalier ?

Si notre région est

particulièrement favorisée en termes d'emplois et de qualité de vie, le niveau des prix et la forte concurrence sur le marché du travail ne bénéficient pas à tous les habitants. Jusqu'à présent, les différences de salaires et de réglementations entre la Suisse et la France rendent très complexe la création d'outils de cohésion communs. Mais de nombreuses démarches transfrontalières contiennent une dimension de cohésion : c'est le cas des collaborations en matière de sécurité ou de culture.

Quelles sont les évolutions dans la politique fédérale suisse en matière de coopération transfrontalière et d'investissements transfrontaliers ?

Dans un pays fédéraliste comme la Suisse, la compétence en matière de coopération transfrontalière revient aux cantons. La

Confédération soutient financièrement les cantons dans les projets d'agglomération. Ses financements franchissent les frontières pour les projets ayant un impact sur le territoire genevois comme le tram d'Annemasse ou de St-Julien. Elle participe également au cofinancement des nombreux projets Interreg du Grand Genève.

Quels sont les dossiers transfrontaliers en cours dans les relations bilatérales avec l'UE ?

La discussion actuelle sur l'accord-cadre avec l'UE impacte directement le bassin de vie transfrontalier. Avec 650 000 mouvements quotidiens aux frontières et 120 000 pendulaires, le Grand Genève ne peut exister que dans un cadre de libre circulation des personnes et des biens, sécurisée et stabilisée.

Suite de l'édito en page 1

"[...] avec la concrétisation de projets qui révolutionnent la mobilité sur ce territoire et qui n'auraient pu voir le jour sans cette coopération transfrontalière. Après l'inauguration de la Voie verte du Grand Genève l'an dernier, 2019 sera marquée par la mise en service du Léman Express, vaste réseau ferroviaire qui couvrira tout le bassin lémanique sur deux départements français et deux cantons suisses, ou encore l'arrivée du tram Genève-Annemasse. Nous sommes donc particulièrement heureux de pouvoir faire découvrir aux adhérents de la MOT ce territoire et ses perspectives, en cette année décisive pour le Grand Genève."

Fiches projets : [CEVA](#), [Léman Express](#), [Tramway Annemasse-Genève](#), [Voie verte](#).

Le territoire du Grand Genève

LE TERRITOIRE

- 2 pays, 2 cantons, 2 départements,
- 2 000 km²
- 209 communes
- 1 million d'habitants
- 550 000 emplois

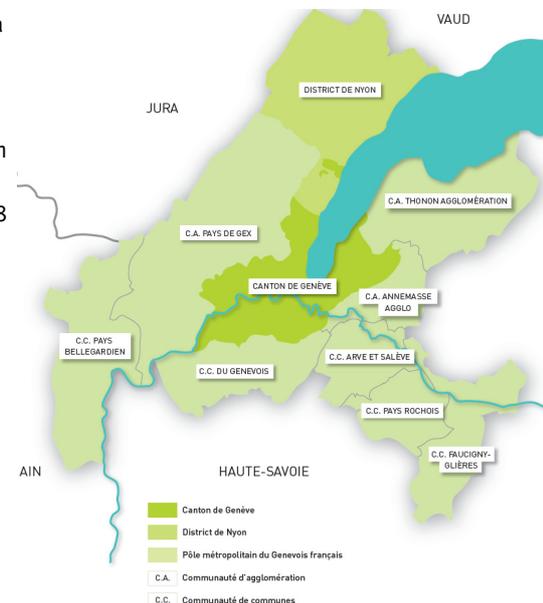
LES MEMBRES

- République et Canton de Genève
- Canton de Vaud
- Conseil Régional du District de Nyon
- Ville de Genève
- Région Auvergne-Rhône-Alpes

- Département de la Haute-Savoie
- Département de l'Ain
- Pôle métropolitain du Genevois français (regroupe 8 intercommunalités françaises)

Les membres associés :

- République française
- Confédération suisse



BREVES

Collectivité européenne d'Alsace, vers un principe de différenciation

Le décret créant la collectivité européenne d'Alsace par la fusion des départements du Bas-Rhin et du Haut-Rhin a été publié le 28 février. La nouvelle collectivité verra le jour le 1^{er} février 2021. L'examen du projet de loi doit débiter au Sénat la première semaine d'avril. Jacqueline Gourault, ministre de la cohésion des territoires, qui a présenté le projet de loi, a détaillé dans [un communiqué](#) : "la future collectivité, au sein de la région Grand Est, exercera ses compétences des départements, mais bénéficiera également [...] de compétences spécifiques, de nature à répondre aux caractéristiques de l'Alsace. **Ces nouvelles attributions préfigurent ainsi le principe de différenciation des compétences des collectivités territoriales qui a été proposé par le Gouvernement dans le cadre de la révision constitutionnelle.** [...] Dans le respect des compétences du conseil régional Grand Est et de l'eurométropole de Strasbourg, la Collectivité européenne d'Alsace sera le chef de file de la coopération transfrontalière sur son périmètre. Elle sera chargée d'établir un schéma alsacien de coopération transfrontalière, qui comportera un volet opérationnel sur des projets structurants et un volet relatif aux déplacements transfrontaliers."

[Projet de loi et Etude d'impact.](#)

Emploi transfrontalier : le point de vue de Michel Charrat, président du Groupement transfrontalier européen



Le Groupement transfrontalier européen (GTE) est une association à but non lucratif qui représente 32 500 frontaliers à la frontière franco-suisse. Plus d'infos

La situation de l'emploi dans le bassin genevois pourrait faire pâlir pas mal de responsables politiques français. D'un côté comme de l'autre de la frontière, les taux de chômage sont bas, et les perspectives économiques positives. Environ 120 000 personnes passent chaque jour la frontière pour aller travailler en Suisse voisine. Un flux massif qui ne va pas sans quelques effets pervers, particulièrement en matière de transports et d'aménagement du territoire. Un flux qui, de retour en France, génère aussi une importante activité côté français. Bref, le phénomène frontalier apparaît comme gagnant-gagnant pour les

deux parties.

Pourtant, depuis une dizaine d'années à Genève, la montée des populismes crispe quelque peu les relations. Le Canton a mis en place une préférence cantonale, malgré de nombreuses dénonciations de part et d'autre de la frontière ; puis en juillet dernier, la Confédération suisse a mis en place une "préférence indigène light".

Les arrivées prochaines du Tramway au centre d'Annemasse et du Léman express vont donner un coup de boost à la région. Il faut espérer que l'amélioration des transports facilitera les relations entre les populations. Le travail du

Grand Genève doit aller dans ce sens et il sera considérable. En effet, les spécialistes estiment que dans les cinq années qui viennent, un quart des travailleurs suisses partiront à la retraite. Il faudra donc pourvoir à leur remplacement. Genève a la chance de disposer, en France voisine, d'un vaste territoire pour héberger sa population active. Mais ce développement ne pourra se faire que dans le cadre d'un vaste projet concerté des deux côtés de la frontière. Le Grand Genève a toute sa place, il faudra surtout une forte volonté politique d'ouverture, si l'on veut rapprocher les citoyens et favoriser la cohésion sociale de nos territoires.

Sommet de la Grande Région

Lors du 16^{ème} Sommet de la Grande Région le 30 janvier 2019, les Exécutifs de la Grande Région ont plaidé pour "une coopération territoriale ambitieuse et une Europe à l'écoute de ses citoyens". Ils ont présenté leur "Déclaration commune" qui résume les travaux de la présidence luxembourgeoise (2017-2018) et qui présente les orientations futures, esquissant les objectifs de la nouvelle présidence du Land de Sarre.

[Plus d'infos](#)

Un nouveau site pour l'Eurodistrict Trinational de Bâle

L'Eurodistrict Trinational de Bâle (ETB) rassemble les trois pays de l'agglomération bâloise avec plus de 900 000 habitants. Membre historique de la MOT depuis 2005, il est le premier eurodistrict trinational à avoir été créé en Europe. Son nouveau site Internet présente notamment les projets transfrontaliers du territoire, la gouvernance et les dispositifs de financements proposés aux porteurs de projets. [Plus d'infos](#)

Position d'IMeG sur l'ECBM

Le Groupe d'initiative "Régions métropolitaines transfrontalières"* qui travaille sur le développement de la coopération transfrontalière aux frontières de l'Allemagne vient de publier un document de positionnement relatif à la proposition de la Commission européenne sur la création d'un "mécanisme visant à lever les obstacles juridiques et administratifs dans un contexte transfrontalier". [Plus d'infos](#)

* Initiativkreis Metropolitane Grenzregionen (IMeG), projet du programme de recherche spatiale "MORO" du Ministère fédéral allemand des Transports, de la Construction et des Affaires urbaines (BMVBS). [Plus d'infos](#)

Création d'une Autorité européenne du travail

Le Parlement européen et les États membres sont parvenus à un accord sur la création d'une nouvelle "Autorité européenne du travail" pour protéger les droits des travailleurs, et lancer des enquêtes transfrontalières en cas d'abus potentiels. "Plus de 17 millions de travailleurs vivant ou travaillant dans un autre État membre sont exposés à d'éventuelles violations de leurs droits, en raison d'une mauvaise application des règles de l'UE, de la désinformation ou du manque de coordination entre États membres." [Plus d'infos](#)

REVUE DE PRESSE

▲ Brexit : l'inquiétude grandit chez les transporteurs

Banque des Territoires, 15 février

"Un 'No Deal' placerait les transporteurs dans une situation de "chaos", alerte la Fédération nationale des transports routiers, à une quarantaine de jours du Brexit. 60% des tonnages entre le Royaume-Uni et l'Union européenne passent par la France, relève le groupe de suivi sénatorial sur le Brexit."

▲ Des élus alsaciens reçus à l'Élysée : 'Lâchez-nous les baskets !'

DNA, 26 février

"Une quinzaine de maires alsaciens ont interpellé mardi le président de la République qui recevait près de 150 élus du Grand Est à l'Élysée à l'occasion du grand débat. Ils se sont tous reconnus dans la vision du chef de l'État qui associe la responsabilité aux transferts de compétences. [...] Sur le transfrontalier, Emmanuel Macron a précisé que l'objectif était la création 'de zones de transition fiscale', structures demandées par 'les entreprises et les citoyens'."

▲ 2019 : une coopération franco-allemande renouvelée

La Lettre Diplomatique, N°124, 4^{ème} trimestre 2018

Dossier de 20 pages sur la coopération franco-allemande.

▲ Fiscalité : entre la France et le Luxembourg, la question transfrontalière n'est pas réglée

Les Echos, 15/02/2019

"La France vient de ratifier une nouvelle convention fiscale avec le Luxembourg. Mais les élus de l'Est dénoncent de plus en plus un déséquilibre préjudiciable aux recettes fiscales françaises. Malgré ces avancées, les négociations sur la question transfrontalière n'ont pas avancé autant que l'aurait souhaité les élus de l'Est. 'La situation du territoire frontalier devra faire l'objet d'un accord supplémentaire, compte tenu de la forte tension sur les ressources humaines et des besoins du Grand-Duché en matière de compétences dans les années à venir', a déclaré Emilie Cariou, députée LREM de la Meuse. Dans son rapport sur cette nouvelle convention fiscale, Frédéric Petit (LREM), député des Français établis en Allemagne et en Europe de l'Est, explicite ce problème souvent mésestimé, vu de Paris."

▲ La ministre Jacqueline Gourault a échangé autour des enjeux de coopération transfrontalière

L'Est républicain, 22 février

"La ministre Jacqueline Gourault était de passage ce lundi à Haguenau pour s'entretenir de coopération transfrontalière avec les maires de Haguenau et de Karlsruhe et le président de l'Eurodistrict Pamina. [...] Elle a annoncé la création d'un pôle d'excellence sur le bilinguisme à Strasbourg".

▲ Avec Ceva, l'étoile d'Annemasse va changer de dimension

Rail Passion, 1^{er} février

"La desserte express franco-suisse qui reliera fin 2019 Annemasse à Genève et au-delà les villes de l'arc lémanique vers Lausanne va fortement accroître la fréquentation de la gare haut-savoyarde."

▲ 30 000 Suisses vivent en France clandestinement

Le Point, 25 février

"Des milliers de Suisses habitent en Haute-Savoie et dans l'Ain sans se déclarer. La Cour des comptes de Genève pourrait venir à la rescousse des communes françaises."

▲ L'université de Perpignan candidate à la création d'une université européenne

La Tribune, 23 février

"Dans le cadre d'un appel à projets de la Commission Européenne pour la création d'universités européennes, l'Université de Perpignan Via Domitia (UPVD) va déposer un dossier de candidature aux côtés de ses 7 partenaires, issus de 5 pays, avec qui elle a formé un consortium autour du projet 'Univers'."

Passer la frontière pour se loger : le petit privilège des classes moyennes lilloises

Article de Garance Clément, Métropolitiques, avril 2017.

"La Belgique est souvent perçue comme un pays attractif pour les expatriés très qualifiés [...]. Mais la frontière franco-belge est aussi un espace où s'intensifient et se banalisent les migrations de ménages appartenant aux classes moyennes, sous l'effet des transformations des marchés immobiliers et du travail."

<https://www.metropolitiques.eu/Passer-la-frontiere-pour-se-loger.html>

Cette publication est disponible dans le portail documentaire de la MOT. Spécialisé sur la coopération transfrontalière, il propose plus de 4000 documents et références documentaires. [Plus d'infos](#)



Passer la frontière pour se loger : le petit privilège des classes moyennes lilloises
Garance Clément

La Belgique est souvent perçue comme un pays attractif pour les expatriés très qualifiés, soustraits pour les fonctions supérieures, ou pour les « middle class » de hauts cadres professionnels. Mais la frontière franco-belge est aussi un espace où s'intensifient et se banalisent les migrations de ménages appartenant aux classes moyennes, sous l'effet des transformations des marchés immobiliers et du travail. Cet article vise à rendre compte de ce phénomène en montrant un côté et constituant un petit privilège réservé à une fraction seulement des classes moyennes.

Si les migrations internationales des catégories populaires et de la bourgeoisie ont fait l'objet de nombreux travaux, celles des classes moyennes sont moins étudiées. Le cas belge est particulièrement intéressant du point de vue de la diversité des profils de migrants. Il permet de discuter de la diversification des profils d'origine et de destination des flux. De l'entre, les enquêtes sur l'expatriation et les données issues de l'Institut de la Statistique (Statistique Générale de Belgique 2007 - Cens 2007 - Laines 2013) et les enquêtes de l'Institut de la Statistique (Statistique Générale de Belgique 2007 - Cens 2007 - Laines 2013) et les enquêtes de l'Institut de la Statistique (Statistique Générale de Belgique 2007 - Cens 2007 - Laines 2013).

Ces études se penchent sur des migrations entre zones, sans qu'il y ait d'immigration dans le cadre des années 2000, celles de populations étrangères quittant l'agglomération lilloise pour s'installer dans les zones rurales de Belgique et de France, et de Français quittant l'agglomération lilloise pour s'installer dans les zones rurales de Belgique et de France. Elles représentent des migrations de plus de 11 000 Français migrants. Elles sont caractérisées par une forte mobilité géographique, et elles représentent désormais respectivement 30 % et 50 % de la population. Avec plus de 11 000 Français migrants, l'agglomération lilloise est devenue une zone de grande attractivité des villes ou d'origine de zones d'habitat dispersé. Les centres urbains de Cochenay, Valenciennes et Valenciennes, caractérisés par la présence de l'industrie textile de développement de l'habitat rural, accueillent pour leur part des populations françaises appartenant aux classes moyennes. C'est à son déclin que l'habitat rural est devenu attractif.

¹ D'après une étude de l'Institut de la Statistique (Statistique Générale de Belgique 2007 - Cens 2007 - Laines 2013).

² Voir, par exemple, le rapport consacré par la Direction nationale des migrations internationales aux « migrations internationales » de l'Institut de la Statistique (Statistique Générale de Belgique 2007 - Cens 2007 - Laines 2013).

³ Les centres urbains ont été d'une manière ou d'une autre les zones d'origine de plus de 11 000 Français migrants. Elles sont caractérisées par une forte mobilité géographique, et elles représentent désormais respectivement 30 % et 50 % de la population. Avec plus de 11 000 Français migrants, l'agglomération lilloise est devenue une zone de grande attractivité des villes ou d'origine de zones d'habitat dispersé. Les centres urbains de Cochenay, Valenciennes et Valenciennes, caractérisés par la présence de l'industrie textile de développement de l'habitat rural, accueillent pour leur part des populations françaises appartenant aux classes moyennes. C'est à son déclin que l'habitat rural est devenu attractif.

⁴ L'Institut de la Statistique (Statistique Générale de Belgique 2007 - Cens 2007 - Laines 2013).

L'ACTUALITÉ TRANSFRONTALIÈRE

Mission Opérationnelle Transfrontalière
38, rue des Bourdonnais
75001 Paris France
Tel : +33 (0)1 55 80 56 80
mot@mot.asso.fr

Directeur de publication : Jean Peyrony
Réalisation : Domitille Ayrat

Photos : Droits réservés.
Page 1 (voie verte) : Revillard

Pour vous abonner :
www.espaces-transfrontaliers.eu

Suivez-nous sur twitter :
[@reseauMOT](https://twitter.com/reseauMOT)

 Liberté • Égalité • Fraternité REPUBLIQUE FRANÇAISE	MINISTÈRE DE LA COHÉSION DES TERRITOIRES ET DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES	COMMISSARIAT GÉNÉRAL À L'ÉGALITÉ DES TERRITOIRES  direction générale des collectivités locales
 Liberté • Égalité • Fraternité REPUBLIQUE FRANÇAISE	MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR	 BANQUE des TERRITOIRES GROUPE CAISSE DES DÉPÔTS